

## Guinée

En 2015, la Guinée a fait des progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a adopté un plan d'action national de lutte contre la traite des personnes ; il a apporté des financements et des contributions à de nombreux programmes susceptibles de jouer un rôle dans la prévention et l'élimination du travail des enfants. Toutefois, en Guinée, des mineurs sont impliqués dans le travail des enfants, notamment dans l'agriculture, et dans les pires formes de travail des enfants, y compris dans l'exploitation minière. Le gouvernement n'a ni mécanisme de coordination ni politique nationale pour s'attaquer à toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants. En outre, il n'agit pas de manière adéquate pour faire appliquer les lois sur le travail des enfants ou mettre en œuvre les programmes sociaux nécessaires pour s'attaquer à ce problème dans son ensemble. En 2015, il a continué de concentrer ses activités et ses ressources limitées sur la lutte contre l'épidémie causée par la maladie à virus Ebola.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris sous ses pires formes, en Guinée, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce qu'il soit interdit aux enfants de moins de 18 ans d'effectuer les types de travaux visés dans la Recommandation N° 190 de l'OIT.	2014 – 2015
	Veiller à ce qu'il soit interdit à tous les enfants de participer à des activités dangereuses liées à l'exploitation minière.	2010 – 2015
	Veiller à ce que les dispositions de la législation concernant les travaux légers soient assez spécifiques pour empêcher le travail des enfants.	2015
	Veiller à ce que les dispositions concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi s'appliquent aux enfants qui font du travail non rémunéré ou sans contrat.	2009 – 2015
Mise en application	Accroître les ressources, la formation et le nombre des responsables de la justice pénale et des inspecteurs du travail afin de garantir le respect de la législation sur le travail des enfants.	2009 – 2015
	Recueillir et rendre accessibles au public des informations complètes sur le financement de l'inspection du travail, le fait de savoir si les inspections inopinées sont autorisées, le formation des enquêteurs judiciaires et le nombre d'infractions ayant trait aux pires formes de travail des enfants.	2011 – 2015
	Veiller à ce que l'inspection du travail ait l'autorité requise pour fixer et imposer des sanctions.	2015
	S'attaquer à la corruption dans les organismes d'application des lois et le système judiciaire qui entrave les efforts de lutte contre les pires formes de travail des enfants.	2015
Coordination	Établir des mécanismes de coordination pour lutter contre le travail des enfants, y compris sous toutes ses pires formes.	2010 – 2015
	Veiller à ce que le Comité national de lutte contre la traite	2010 – 2015

	des personnes reçoive un financement suffisant pour remplir sa mission.	
Politiques gouvernementales	Intégrer des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans le programme concernant le secteur de l'éducation et le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).	2010 – 2015
	Adopter une politique qui s'attaque à toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants.	2014 – 2015
Programmes sociaux	Accroître l'accès à l'éducation en prenant les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroître les infrastructures scolaires et le nombre d'enseignants,</li> <li>• Éliminer les frais liés à la scolarité,</li> <li>• Veiller à ce que les administrateurs scolaires et les enseignants autorisent les enfants sans acte de naissance à être scolarisés,</li> <li>• Prendre des dispositions pour que les enfants handicapés puissent aller dans les écoles ordinaires, et</li> <li>• Prendre des mesures pour empêcher la discrimination dans l'éducation et garantir la sécurité des enfants à l'école.</li> </ul>	2010 – 2015
	Mettre en place des programmes pour s'attaquer aux pires formes de travail des enfants, notamment dans l'agriculture, le travail domestique, l'exploitation minière et le travail dans la rue.	2010 – 2015
	Veiller à ce que les services sociaux soient bien financés et suffisants pour répondre aux besoins des victimes des pires formes de travail des enfants.	2010 – 2015
	Faire des recherches pour déterminer les activités effectuées par des enfants dans la fabrication de produits afin d'influer sur les politiques et les programmes.	2013 – 2015